

## FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION TYPE D'OPÉRATION 4.3.4 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL LANGUEDOC ROUSSILLON 2014-2020

### SOUTIEN A LA DESSERTE FORESTIERE ET A LA MOBILISATION DU BOIS

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.  
Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information d'accompagnement du présent formulaire.

#### CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION

N° OSIRIS :

DATE DE RÉCEPTION :

#### APPEL À PROJET

OÙ FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?	LA DDT/DDTM DU DÉPARTEMENT DE LOCALISATION DE VOTRE PROJET
INTITULE DU PROJET	<input type="text"/>
NOM DU DEMANDEUR	<input type="text"/>

#### IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET :  N° PACAGE :   
*attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises* *Concerne uniquement les agriculteurs*

en cours d'immatriculation

CIVILITE : (le cas échéant)  Madame  Monsieur

NOM et PRENOM du demandeur ou RAISON SOCIALE pour les personnes morales :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Né(e) le :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe |  Mobile

Mail :

Adresse site internet :

**Pour les personnes morales :**

Date de création de l'entreprise :  Code APE :

Adresse site internet :

STATUT JURIDIQUE :  (préciser)

NOM et PRENOM du représentant légal :

NOM et PRENOM du responsable du projet si différent :

Téléphone : Fixe  Mobile

Mail :

#### PROJET INDIVIDUEL / COLLECTIF

Demandeur individuel public  Demandeur individuel privé  projet collectif (GIEFF, ASA, ASL, maîtrise d'ouvrage déléguée...)

En cas d'indivision, appellation courante de l'indivision :  Nombre de co-indivisaires :

Pour les dossiers collectifs, nombre de propriétaires regroupés :

#### COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide et joindre un RIB :

N° IBAN

BIC

#### COORDONNÉES DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Si l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux sont confiés à un maître d'œuvre autorisé (expert forestier, gestionnaire forestier professionnel, ONF), indiquer ses coordonnées.

Organisme :  Nom :  Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Téléphone : Fixe  mobile

Mail :

### CARACTERISTIQUES DU PROJET

**a/ Nature et descriptif succinct du projet, extrait de la note d'opportunité (descriptif sommaire, objectifs...) :**

**b/ Localisation du projet :**  Identique à la localisation du siège du demandeur

Sinon, merci de préciser l'adresse :

Code postal :  Commune :

**c/ Déroulement du projet :**

Date prévue de début de projet :  (jour, mois, année)

Date prévue de fin de projet :  (jour, mois, année)

**CRITÈRES DE SÉLECTION**

<b>Principes de sélection fixés dans le PDR</b>	<b>Critères de sélection</b>	<b>Pièces justificatives à fournir</b>
<b>Caractère collectif du projet</b>	1 seul propriétaire	Extrait de matrice cadastrale récent et à jour ou acte notarié Preuve de représentation légale et de pouvoir appropriée
	Volume mobilisé issus des parcelles de 2 ou 3 propriétaires, pour un minimum de 1 hectare chacune	
	Volume mobilisé issus des parcelles de plus de 3 propriétaires, pour des parcelles de plus de 1 ha chacune	
<b>Volume de bois mobilisable de 0 à 5 ans</b>	< 2 000 m <sup>3</sup>	Fiche méthodologique d'estimation des volumes remplie, cf annexe I
	Entre 2 000 et 10 000 m <sup>3</sup>	
	> 10 000 m <sup>3</sup>	
<b>Volume de bois mobilisable de 0 à 20 ans</b>	< 6 000 m <sup>3</sup>	
	Entre 6 000 et 20 000 m <sup>3</sup>	
	> 20 000 m <sup>3</sup>	
<b>Ratio coût desserte / volume de 0 à 5 ans</b>	> 30	Etude de rentabilité
	Entre 10 et 30	
	< 10	
<b>Ratio coût desserte / volume de 0 à 20 ans</b>	> 10	
	Entre 4 et 10	
	< 4	
<b>Projet issu d'une réflexion territoriale</b>	Aucune intégration à une réflexion territoriale	
	Dans un massif prioritaire pour la mobilisation de bois : PPRDF, PDM	Extrait du PPRDF, Plan de Massif
	Prévu au schéma de desserte	Extrait du schéma de desserte
<b>Existence d'une certification de gestion durable pour les propriétés forestières desservies</b>	Aucune certification	Documents justificatifs des certifications PEFC, FSC ou équivalent
	Certification comprise entre 25 et 75 % (en surface) des propriétés desservies (PEFC, FSC, ou équivalent)	
	Certification supérieure à 75 % (en surface) des propriétés desservies (PEFC, FSC, ou équivalent)	

## CARACTERISTIQUES DU PROJET

Dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la partie de l'investissement la plus importante en terme financier :

**a) Localisation cadastrale des ouvrages** : prévoir une ligne par tronçon ou nature d'ouvrage

Désignation des ouvrages tel qu'identifiés sur le plan cadastral <small>(faire figurer ici le n° de l'ouvrage indiqué sur votre plan cadastral)</small>	Quantité projetée par type d'ouvrage <small>(ml ou m²)</small>	Nom de la (des) commune (s) de situation du projet	Liste des parcelles concernées <small>(section, numéro, subdivision)</small>

**b) Garantie de gestion durable dans le cas d'un dossier individuel** (joindre obligatoirement le justificatif précisé par la notice)

La propriété forestière desservie par le projet, bénéficie d'une garantie ou présomption de gestion durable suivante :

- aménagement forestier dans le cas d'une forêt relevant du Régime forestier
- plan simple de gestion obligatoire
- plan simple de gestion volontaire
- règlement type de gestion
- autre (à préciser)

**c) Garantie de gestion durable et certification forestière dans le cas d'un dossier collectif** (propriétés intersectées par l'emprise des ouvrages) :

Nom des propriétaires	Surface forestière d'un seul tenant <small>parcelles concernées par les ouvrages + parcelles contiguës, par propriétaire</small>	Document de gestion durable : aménagement / PSG / RTG / CBPS	Natura 2000 : signature d'un contrat, adhésion à la charte ou agrément L.122-7	Certification forestière <small>Nature de la certification et n° de certificat</small>
	ha    a    ca			
	ha    a    ca			
	ha    a    ca			
	ha    a    ca			
	ha    a    ca			
	ha    a    ca			

	ha	a	ca			
	ha	a	ca			
	ha	a	ca			

**d) Peuplements forestiers desservis:**

Type de peuplement	Essence(s) principale(s)	Surface	Volume sur pied (m <sup>3</sup> )	Volume total exploitable à 5 ans (m <sup>3</sup> )	Volume de bois d'oeuvre exploitable à 5 ans (m <sup>3</sup> )
		ha a ca			
		ha a ca			
		ha a ca			
		ha a ca			
		ha a ca			
		ha a ca			
		ha a ca			
<b>Total</b>		ha a ca			

**e) Opération s'inscrivant dans un schéma directeur de desserte forestière :** (précisez toutes les références utiles du document de planification, la place du projet dans ce dernier et le numéro du projet dans le schéma)

**f) Opération présentée dans le cadre d'une stratégie locale de développement forestier** (précisez laquelle, la place du projet au sein de la stratégie locale de développement forestier, la date de validation du projet par le Comité de pilotage, le numéro d'action, l'année de réalisation) :

**g) Opération portée par une structure de regroupement** (précisez la structure et listez les partenaires au projet ) :

**h) Projet favorisant l'exploitation par câble :**

Aménagements spéciaux pour l'exploitation par câble :  oui  non

Nombre de ligne de câble :

% d'exploitation par câble :  %

**i) Etude d'impact du projet :**

Le projet est soumis à autorisation (loi sur l'eau, DUP, espèces protégées, réserves naturelles, sites classés...) :  oui  non

Si oui, préciser à quel titre et fournissez l'autorisation administrative :

Si le projet est soumis à autorisation et s'il concerne la création de route forestière, il est concerné par l'étude d'impact :

- le projet concerne la création de route forestière sur plus de 3 kilomètres : joindre l'étude d'impact et l'autorisation administrative ;
- le projet concerne la création de route forestière sur moins de 3 kilomètres : joindre l'Autorisation administrative au titre de l'examen au cas par cas dispensant le projet d'étude d'impact ou joindre l'étude d'impact

**j) Calendrier prévisionnel des investissements**

année de réalisation des travaux	dépense prévisionnelle correspondante (€)
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>TOTAL des dépenses prévues</b>	<input type="text"/>

## DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

### ATTENTION

**Les projets déposés dans le cadre de cet appel à projets devront être intégralement réalisés (c'est-à-dire l'achèvement physique de l'opération et dernier acquittement) au plus tard le 31/03/2024, sauf cas exceptionnel dûment argumenté à traiter avec le service instructeur.**

**Pour les porteurs de projets soumis à la réglementation Marchés Publics**, remplir l'annexe « Marchés Publics » et joindre les pièces correspondantes.

**Pour les porteurs de projets non soumis à la réglementation des Marchés Publics :**

Veillez faire figurer sur chaque devis une numérotation des investissements présentés dans l'appel à projet (numéro d'ordre 01 à 99).

Attention : Justification des coûts à préciser obligatoirement selon les modalités suivantes :

Fournir :

- Pour les dépenses inférieures à 1 000 € HT : la fourniture d'un devis n'est pas obligatoire
- Pour les dépenses d'un montant inférieur à 3 000 € HT : 1 devis
- Pour les dépenses d'un montant compris entre 3 000 € HT et 90 000€ : 2 devis détaillés (de 2 fournisseurs différents)
- Pour les dépenses d'un montant supérieur à 90 000 € HT: 3 devis détaillés (de 3 fournisseurs différents)

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et montants HT et TTC. Les devis doivent être précis et faire référence à un intitulé de matériel éligible.

**a) Dépenses matérielles**

(ajouter un tableau comportant les mêmes colonnes si le nombre de lignes est supérieur à 5)

Désignation des ouvrages tel qu'identifiés sur le plan cadastral	Nature des actions ou investissements	unité	Prix unitaire € HT / mètre linéaire ou m2	Quantité demandée	Montant prévisionnel hors taxe par action (€)	Nom du fournisseur à l'origine du devis (facultatif)
<b>montant prévisionnel total des investissements matériels</b>						

**Totaux par nature d'ouvrage**

Désignation des ouvrages tel qu'identifiés sur le plan cadastral	Nature des actions ou investissements	unité	Prix unitaire € HT / mètre linéaire ou m2	Quantité demandée	Montant prévisionnel hors taxe par action (€)	Nom du fournisseur à l'origine du devis (facultatif)
Création route forestière						
Travaux connexes à la création de route forestière (fossés, renvois d'eau, signalisation, barrières, ...)						
Mise au gabarit route forestière						
Travaux connexes à la mise au gabarit de route forestière						
Création piste de débardage						
Travaux connexes à la création de piste de débardage						



Création place de dépôt ou de retournement	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Travaux connexes à la création de place de dépôt ou de retournement	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Création plate-forme de tri des bois	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Travaux connexes à la création de plate-forme de tri des bois	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Travaux de résorption de points noirs	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Aménagements nécessaires à l'installation de câbles mobiles ou autres systèmes de débardage	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Travaux connexes aux aménagements nécessaires à l'installation de câbles mobiles ou autres systèmes de débardage	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>montant prévisionnel total des investissements matériels</b>					<input type="text"/>	<input type="text"/>

**b) Frais généraux liés à un investissement matériel, dans la limite de 20 % du montant HT des dépenses éligibles**

Les dépenses liées à la mise en place de servitude de passage pour les zones de montagne et la maîtrise d'œuvre sont à globaliser.

Leur montant total hors taxe ne doit pas excéder 20 % du montant HORS TAXE des dépenses éligibles.

Le montant de la maîtrise d'œuvre ne doit pas excéder 12 % du montant HORS TAXE des dépenses éligibles

Nature de la prestation	Prestataire à l'origine du devis	Montant € prévisionnel HT	observations
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<b>montant prévisionnel total des frais généraux</b>		<input type="text"/>	<input type="text"/>

TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES [a+b]	Montant HT
	<input type="text"/> €

**A Financement d'origine publique**

Financeurs publics sollicités	Montants en €	Sollicité dans le cadre de la présente demande	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	obtenu
État (préciser sources) _____ _____	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<b>SANS OBJET</b>	
_____	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>		
Région _____	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>		
Département _____	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>		
_____	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>		
Autres (Commune(s), PNR, EPCI, etc)	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>		
_____	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>		
_____	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>		

PNR : parc naturel régional, EPCI : établissements publics de coopération intercommunale

<b>Autofinancement : maître d'ouvrage public</b>	
Emprunt (a)	<input type="text"/>
Auto – financement (b)	<input type="text"/>
Sous-total apport du maître d'ouvrage public (a + b)	<input type="text"/>

<b>Financements européens (FEADER) sollicités (63 % de la dépense publique)</b>	<input type="text"/>
---	----------------------

<b>Sous-total financeurs publics</b>	<input type="text"/>
--------------------------------------	----------------------

**B Financement d'origine privée**

<b>Autofinancement : maître d'ouvrage privé</b>	
Emprunt (a)	<input type="text"/>
Auto – financement (b)	<input type="text"/>
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (a + b)	<input type="text"/>

<b>Autres financeurs privés</b>	
Participation du secteur privé (à préciser)	<input type="text"/>
<b>Sous-total financeurs privés</b>	<input type="text"/>

**TOTAL = A + B**

<b>TOTAL général = coût du projet</b>	<input type="text"/>
---------------------------------------	----------------------

**Veillez cocher les cases :**

**Je déclare et j'atteste sur l'honneur :**

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes
- n'avoir pas sollicité pour le même projet d'autres crédits publics que ceux indiqués la présente demande,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection par appel à projet et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou aux critères définis régionalement et/ou au motif que mon projet n'atteint pas le seuil de sélection ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure
- avoir pris connaissance des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,
- être informé et avoir pris connaissance des textes réglementaires liés à la demande et consultables à la DDTM,
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information, au-delà desquels tout ou partie de la subvention serait caduque de plein droit,
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- ne pas avoir commencé l'exécution des investissements prévisionnels présentés dans le présent formulaire avant la date de dépôt de la demande d'aide
- respecter les conditions d'éligibilité décrites dans le cahier des charges de l'appel à projet
- prévoir un usage approprié et conforme à la présente demande d'aide des ouvrages cofinancés

**Je m'engage :**

- à informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure ou du projet pendant toute la durée de réalisation de l'opération
- à fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente (dont factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles,) pendant dix ans à compter de la date du dernier versement,
- à informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable
- à me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 5 années suivant le dernier paiement relatif au projet, 3 ans pour les PME
- à respecter les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n° 1303/2013. Ces obligations seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide
- à obtenir avant la réalisation du projet l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire, ICPE...),
- à transmettre sans délai à la DDTM la déclaration de commencement de l'opération,
- à réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur, et la décision attributive d'aide,
- à remplir les obligations de résultat fixées par l'arrêté régional en vigueur,
- à informer, dans le cas d'un projet multifonctionnel, les usagers de la desserte de sa vocation forestière et des contraintes d'utilisation de cette desserte pour des fonctions autres (ex : seuil de tonnage autorisé, période d'utilisation forestière exclusive, ...),
- à fournir au service instructeur guichet unique, au moment de la demande de solde, un Dossier des Ouvrages Exécutés numérique (DOE), issu d'un lever GPS réalisé par le maître d'œuvre, pour les projets faisant appel à un maître d'œuvre.
- à respecter les obligations en matière de droit de la commande publique pour les structures publiques ou les organismes reconnus de droit public au sens de l'ordonnance n°2015-899

**Je m'engage** à laisser un accès piéton gratuit au public aux investissements cofinancés pour lesquels le taux d'aide publique sollicité et obtenu est supérieur à 40 %.

**Je suis informé(e) :**

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que l'aide en faveur du soutien à la desserte forestière et la mobilisation du bois sera attribuée dans le cadre du régime n° SA 43703 (2015/XA) relatif aux aides aux investissements dans les infrastructures liées au développement, à la modernisation ou à l'adaptation du secteur forestier pour la période 2015-2020
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétent en matière

d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation du programme. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation, et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DDT(M).

Fait à

le

Nom / prénom / qualité du représentant légal de la structure

Signature(s) du demandeur (avec le cachet de la structure)

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas <sup>(2)</sup>

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

<sup>(2)</sup> Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

**PIÈCES À FOURNIR**

Pièces à fournir	Pièces jointes au dossier <sup>1</sup>	Sans objet <sup>2</sup>	Cadre réservé à l'administration <b>NE RIEN INSCRIRE</b>
<b>Par tous les porteurs de projet :</b>			
Si vous n'avez pas de n° SIRET au moment du dépôt du dossier, fournir le récépissé du CFE	<input type="checkbox"/>		
Preuve d'identité : <i>Personne morale (hors collectivités, leurs groupements et les établissements publics :</i> statuts <b>ou</b> PV assemblée générale <b>ou</b> pièce d'identité (carte nationale d'identité ou passeport) en cours de validité du représentant légal de la structure	<input type="checkbox"/>		
Exemplaire original du présent formulaire de candidature complété, signé et daté	<input type="checkbox"/>		
Preuve de propriété : Extrait de matrice cadastrale récent et à jour ou acte notarié			
Relevé d'identité bancaire ou postal (BIC/ IBAN)	<input type="checkbox"/>		
Justificatif d'adresse : titre de propriété, ou certificat d'imposition ou de non imposition, ou facture de moins de 3 mois, ou attestation d'assurance logement de moins de 3 mois, ou extrait Kbis, ou certificat immatriculation INSEE	<input type="checkbox"/>		
<u>Porteur de projet soumis à l'ordonnance n°2015/899 :</u> Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles et du respect des règles de la commande publique : remplir l'annexe « marché public » et joindre les pièces correspondantes	<input type="checkbox"/>		
<u>Pour les porteurs de projets non soumis à l'ordonnance n° 2015/899 :</u> Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles : - Dépenses < 3 000 € HT : fournir un devis détaillé - Dépenses comprises entre 3 000 € et 90 000 € HT : fournir 2 devis détaillés de fournisseurs différents - Dépenses > 90 000 € HT : fournir 3 devis détaillés de fournisseurs différents	<input type="checkbox"/>		
Fiche d'information et d'évaluation d'impact	<input type="checkbox"/>		
Etude simple de rentabilité	<input type="checkbox"/>		
Fiche méthodologique d'estimation des volumes remplie	<input type="checkbox"/>		
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	<input type="checkbox"/>		
Plan de masse cadastral daté signé avec indication du Nord, échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées.	<input type="checkbox"/>		
Justificatif de gestion durable (décision agrément PSG, approbation d'aménagement, ou attestation d'adhésion à un RTG ou un CBPS)	<input type="checkbox"/>		
Etudes d'évaluation préalable des incidences de travaux en zone NATURA 2000 (selon liste départementale des travaux concernés – <b>se rapprocher de la DDTM pour disposer de cette liste</b>	<input type="checkbox"/>		
Tableau récapitulatif des surfaces couvertes par un document de gestion durable et % total	<input type="checkbox"/>		
Preuve de représentation légale ou de pouvoir : - Pouvoir de tutelle ou curatelle pour tuteur légal ou curateur - Accord sous seing privé pour Usufruitier ou nu-propriétaire (selon la qualité du demandeur) - Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

1 Mettre une croix pour chaque pièce jointe au dossier

2 Mettre une croix dans la case, si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée

pour mandataire - Mandat des propriétaires pour OGEC - Décision du Président ou CR d'Assemblée générale pour Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations - Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du cogérant en cas de co-gérance pour Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFA, GFR), sociétés commerciales dont coopératives (OGEC) - Délégation éventuelle de signature du porteur de projet			
<b>Pour les porteurs de projets qui ne sont pas propriétaires des terrains concernés par le projet</b>			
Autorisation des propriétaires de réaliser ces travaux sur leurs terrains	<input type="checkbox"/>		
Engagement écrit du ou des propriétaires stipulant : • que les terrains à desservir seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter du dernier paiement, • qu'un accès libre à la propriété est garanti aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements sollicités, • qu'une plaque comportant les éléments de publicité requis par la réglementation communautaire pourra être apposée, • qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'autres aides publiques.	<input type="checkbox"/>		
<b>Pour une collectivité</b>			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et autorisant le maire ou le président à solliciter la subvention	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Pour les sociétés ou entreprises privées</b>			
Extrait Kbis ou inscription au registre ou répertoire concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Statuts actualisés de la société	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<b>Pour les associations</b>			
Statuts de l'association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Document attestant de la reconnaissance de l'Intérêt général de l'Association (attestation de l'administration fiscale ...) le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Copie de la publication au JO, récépissé de déclaration en préfecture ou numéro d'identification RNA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Rapports moral et financier (n-1) ou dernier compte de résultat, le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Budget prévisionnel de l'année en cours le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Composition du conseil d'administration (peut figurer dans les statuts)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	